

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TPR/G/127

5 janvier 2004

(04-0002)

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

GAMBIE

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement de la Gambie est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Gambie.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE.....	4
1) APERÇU ÉCONOMIQUE	4
2) PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE GAMBIENNE	4
i) Exportations et importations	5
ii) Politiques monétaire et budgétaire.....	6
iii) Objectifs de politique macro-économique	7
3) RÉSULTATS SECTORIELS.....	8
i) Pêche	8
ii) Tourisme	9
iii) Secteur financier	10
iv) Secteur des transports	10
v) Secteur forestier	11
vi) Secteur manufacturier.....	12
vii) Secteur de l'énergie.....	13
viii) Secteur agricole	13
II. L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL	14
III. ACCORDS COMMERCIAUX MULTILATÉRAUX, RÉGIONAUX ET BILATÉRAUX.....	15
1) LA GAMBIE ET L'OMC	15
2) ACCORD DE COTONOU	16
3) LOI DES ÉTATS-UNIS SUR LA CROISSANCE ET LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE (AGOA).....	16
4) CEDEAO	16
5) ACCORDS BILATÉRAUX	17

I. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1) APERÇU ÉCONOMIQUE

1. Depuis son indépendance, acquise en 1965, la Gambie a connu une croissance économique relativement constante, fondée sur la production et la transformation de l'arachide. C'est dans la première moitié des années 70, à la suite des chocs pétroliers et de la chute des prix du principal produit d'exportation du pays sur le marché mondial, que les premières graves difficultés économiques sont apparues. L'un des enseignements essentiels tirés de cette crise des premiers temps de l'indépendance a été qu'il ne fallait pas faire reposer les exportations du pays uniquement sur la culture de l'arachide. Le premier plan quinquennal de développement a donc favorisé la culture du coton en tant que deuxième culture de rapport, parallèlement à celle du riz (aliment de base en Gambie).

2. Une situation économique en continuelle dégradation en raison du caractère défavorable des termes de l'échange a entraîné un important endettement à la fin des années 70. Cette situation avait été précédée par une baisse régulière de la production de riz, qui avait eu pour conséquence une augmentation de la demande intérieure de riz importé. Face à une telle évolution de la conjoncture mondiale, les deuxième et troisième plans quinquennaux de développement ont prévu un renforcement de l'intervention de l'État dans l'allocation de crédit et l'aide au développement économique, principalement dans le secteur agricole. Cette période a été caractérisée par la mise en œuvre d'un certain nombre de projets agricoles d'assez grande ampleur, qui visaient à maintenir la croissance de la production agricole rurale.

3. Quoiqu'il en soit, la production agricole a diminué pendant cette période, qu'il s'agisse des cultures de rapport ou des cultures vivrières, en raison d'une forte instabilité climatique et d'un certain nombre de carences économiques, sociales et institutionnelles dans la conception et la mise en œuvre de la politique de développement. Les carences économiques les plus notables ont été l'orientation urbaine des investissements publics d'infrastructure, une taxation implicite des produits agricoles par le biais d'un taux de change surévalué, une nette tendance à encourager les cultures de rapport plutôt que les cultures vivrières et des subventions aux moyens de production.

4. De coûteux services de vulgarisation agricole, signe en soi de l'inadaptation du dispositif institutionnel, ont faiblement contribué aux efforts entrepris pour accroître la productivité dans le secteur agricole. Les plans quinquennaux de développement n'ayant donc pas permis d'inverser le mouvement de chute rapide de la productivité agricole, il a donc fallu absolument, à la fin des années 80, concevoir un programme de relance.

5. Les recettes d'exportation de la Gambie dépendent aujourd'hui de trois secteurs clés, à savoir l'agriculture, le tourisme et le commerce de réexportation, qui ont tous trois été gravement touchés par la baisse des prix sur les marchés mondiaux, la détérioration de l'infrastructure et l'insécurité régionale, ainsi que par l'amélioration des résultats des pays voisins. Une forte inflation et un taux de change fluctuant ont, par le passé, lourdement pesé sur les revenus des ménages, en particulier dans des zones rurales.

2) PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE GAMBIENNE

6. Depuis l'approbation du budget de 2003, les conditions économiques se sont détériorées, en raison notamment de la diminution constante du taux de change, des hausses des prix mondiaux du pétrole et de l'accélération de l'inflation interne. Ces facteurs exercent une pression supplémentaire sur les dépenses et appellent des mesures de politique monétaire qui alourdiront le service de la dette et les dépenses de l'État.

7. Pour 2003, la croissance réelle du PIB devrait atteindre environ 8 pour cent en raison d'une reprise partielle de la production agricole. Une croissance positive est prévue dans tous les autres secteurs en dépit d'une faible récolte due à l'insuffisance des précipitations au cours des deux dernières années.

8. Le secteur manufacturier devrait connaître une croissance marginale de 4,7 pour cent, le taux d'expansion des petites entreprises, légèrement inférieur, étant de 4 pour cent contre 5 pour cent pour les grandes industries. La croissance des petites industries manufacturières est due principalement à l'augmentation de la demande de biens intermédiaires pour la construction, alors que celle des grandes industries manufacturières est à mettre au compte d'un accroissement de la production de savon, de matières plastiques, de boissons non alcoolisées et de matériaux en mousse.

9. La contribution du secteur de l'eau et de l'électricité au PIB augmentera de 6,6 pour cent alors que l'industrie de la construction devrait continuer de croître de 3,6 pour cent, comme depuis 2001. Les activités industrielles de distribution devraient connaître un taux de développement de 10 pour cent en termes de contribution annuelle au PIB.

10. Le tourisme devrait augmenter de 8,2 pour cent, comme le laissent prévoir la multiplication des vols affrétés, la modernisation des hôtels et autres installations et les efforts programmés pour promouvoir la Gambie en tant que destination touristique. La croissance devrait être de 10 pour cent dans le secteur des télécommunications et de 7,5 pour cent dans celui des transports, en raison principalement de l'expansion du parc national de véhicules de transport routier, s'agissant en particulier des véhicules commerciaux privés.

11. La croissance des services immobiliers et des services fournis aux entreprises, qui se chiffrait à 2,2 pour cent en 2001, devrait atteindre 4,2 pour cent en 2002 alors que celle des autres services industriels est également estimée à 4,2 pour cent. La projection des taux de croissance dans ces secteurs laisse prévoir une augmentation des recettes, qui devraient représenter 18,75 pour cent du PIB en 2003, contre 17 pour cent en 2002.

12. L'investissement intérieur brut devrait passer de 18 pour cent à 22 pour cent du PIB et rattraper ainsi la moyenne régionale; après 2004, conformément à l'aspiration de la Gambie à devenir un pays à revenu moyen, l'investissement intérieur brut devrait atteindre progressivement les 25 pour cent du PIB observés dans ce type de pays.

i) Exportations et importations

13. Selon les chiffres provisoires, le total des exportations s'élève à 417,5 millions de dalasis, l'arachide et les produits à base d'arachide représentant 70,1 pour cent des exportations totales. Les exportations de poissons et de préparations de poissons ont augmenté d'environ 7,6 pour cent, celles de fruits et de légumes se maintenant au niveau de l'année dernière. Le commerce d'exportation et de réexportation bénéficiera du projet "Gateway" (projet de point d'accès au commerce) et, à terme, de l'admissibilité de la Gambie au bénéfice de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA), adoptée par les États-Unis.

14. Pour 2002, les chiffres provisoires indiquent un montant approximatif des importations de 2 947,6 millions de dalasis. La balance commerciale fait apparaître un déficit de 2,5 milliards de dalasis; ce déficit était de 2 milliards de dalasis en 2001. Le total des importations c.a.f. pour l'exercice en cours est estimé à 2,9 milliards de dalasis, contre 2,1 milliards en 2001 et 2,4 milliards en 2000. Cela représente un accroissement de 840,7 millions de dalasis ou de 39 pour cent par rapport à l'année 2001.

15. L'indice des prix à la consommation (année de base 1974) pour la population à faible revenu de Banjul et de Kombo St Mary fait ressortir un taux prévisionnel d'inflation annuel de 10 pour cent à la fin de l'année, une reprise dans l'agriculture et un resserrement des politiques financières étant attendus. Les denrées alimentaires, boissons et tabacs ont représenté 89,7 pour cent de l'augmentation de l'indice global, contre 10,3 pour cent pour les produits autres qu'alimentaires. La dépréciation annuelle moyenne du dalasi par rapport aux principales devises, par exemple le dollar EU, devrait être d'environ 30 pour cent.

16. La Gambie a souffert de la sécheresse pendant les deux dernières années et la production agricole a été médiocre. Le faible rendement des cultures devrait se traduire par une chute de 6,8 pour cent de la production agricole totale, la production d'arachides diminuant d'environ 12 pour cent par rapport à l'année dernière. En dépit d'une forte baisse de la production végétale, qui devrait atteindre 10,7 pour cent, des hausses ont été observées à nouveau dans les autres sous-secteurs de l'agriculture. L'industrie de la pêche devrait connaître une croissance de 18 pour cent en termes de valeur ajoutée, alors que le développement de la sylviculture et de l'élevage ne devrait pas dépasser 4 et 3 pour cent respectivement.

17. La hausse des prix du pétrole a été un choc exogène important pour l'économie de la Gambie. Les prix à la pompe ont été augmentés en octobre 2002, passant de 9,75 à 19 dalasis par litre pour l'essence, de 6,75 à 14 dalasis par litre pour le gasoil, de 5,25 à 9 dalasis par litre pour le kérosène et de 5,25 à 11 dalasis par litre pour le carburant d'avion. En conséquence, les tarifs des transports et le prix de l'électricité ont aussi augmenté.

ii) Politiques monétaire et budgétaire

18. La politique monétaire a pour but d'assurer la stabilité des prix et du taux de change. À cette fin, la banque centrale a continué de s'appuyer principalement sur les bons du trésor en tant qu'instrument de sa politique. L'urgence pour la politique monétaire de 2003 a constitué à éponger l'excès de liquidité, à modérer l'expansion du crédit et à contenir l'inflation. La masse monétaire a augmenté de 19,9 pour cent depuis la fin décembre 2001. La croissance de la masse monétaire au sens large a été causée à la fois par des facteurs internes et externes. Le taux d'intérêt des bons du trésor sera porté à 24 pour cent ou plus; le coefficient de réserves passera de 14 pour cent à 16 pour cent et le calcul de la moyenne de ces réserves sera effectué chaque semaine au lieu de chaque quinzaine.

19. Le total des dépenses et des prêts devrait représenter 28,5 pour cent du PIB en 2004, dont 21 pour cent correspondent à des dépenses de fonctionnement, alors que les dépenses de développement devraient continuer à représenter environ 8 pour cent du PIB.

iii) Objectifs de politique macro-économique

20. Les objectifs à long terme du gouvernement sont résumés dans le tableau ci-après.

Indicateurs	2002	2003	2004	2005
Croissance du PIB en valeur réelle (%)	6	6	6	6,2
Déficit budgétaire (dons exclus) en pourcentage du PIB	5	2,7	2,3	1,9
Croissance des exportations (DTS, à un taux de change supposé de 21,3)	8,4	8,2	5,3	3,5
Déficit du compte courant (dons exclus) en pourcentage du PIB	13,2	12,3	11,6	10,3
Déficit du compte courant (dons compris) en pourcentage du PIB	5,4	5,0	5,8	2,7
Réserves publiques brutes en mois d'importation (commerce de transit c.a.f. compris)	5,0	5,2	5,4	5,5
Augmentation de la masse monétaire au sens large	13,2	9,9	9,6	9,6
Inflation	5,5	4,0	3	3

Source: Stratégie de lutte contre la pauvreté (SPAII) (PRSP), page 62.

21. Une évaluation préalable du portefeuille d'investissements publics est en cours dans le cadre du programme de désengagement, qui vise à stimuler la croissance de l'investissement intérieur et à hisser les résultats à l'exportation au niveau régional.

22. Étant donné le peu de complémentarité observé au fil des années entre les investissements privés et publics, la corrélation est faible et négative. Il a donc fallu renforcer le partenariat public-privé afin de dynamiser l'investissement à moyen terme. Les effets initiaux de revenu des dépenses publiques permettent de créer des emplois pour les jeunes des zones urbaines qui prennent ainsi une part utile au développement. Une autre stratégie proposée pour promouvoir le partenariat entre secteur public et secteur privé et renforcer la croissance de l'investissement consiste à encourager la participation privée à la fourniture de services publics comme l'électricité, l'eau, les télécommunications et le transport, par la création d'un cadre réglementaire permettant la privatisation de ces services et par l'intégration d'obligations de service universel dans un programme de désengagement fondé sur la production.

23. Afin de modérer la pression inflationniste et de rendre les actifs libellés en dalasis plus attractifs, le taux d'escompte, qui est le taux directeur, a été porté à 17 pour cent en août 2002 et à 18 pour cent en septembre 2002, pour être actuellement de 20 pour cent. En conséquence, les banques commerciales ont aussi relevé leurs taux de dépôt et de prêt, pour aller dans le sens du resserrement de la politique.

24. Du fait du ralentissement de l'activité économique, il a fallu engager des réformes budgétaires et faire preuve de rigueur dans l'exécution du budget. Un élément essentiel a été l'application d'un système de budget de trésorerie pour le dernier trimestre 2002. Ces mesures ont été reconduites en 2003 et devraient permettre d'améliorer la situation une fois opérée avec succès la clôture de la majorité des comptes au-dessous de la ligne. Le but recherché a été de corriger les déséquilibres budgétaires qui étaient apparus dans le système, ainsi que de freiner l'émergence d'une structure des dépenses jugée intolérable par le gouvernement car porteuse d'une menace pour notre stabilité macro-économique.

25. Un certain nombre de réformes institutionnelles ont été engagées en 2002, en particulier dans le domaine de la perception et de l'administration des recettes publiques. Le Ministère des finances et des affaires économiques et ses partenaires pour le développement collaborent à la création d'une administration fiscale indépendante dotée d'un financement pour des projets de renforcement des capacités et de gestion économique, qui regroupera le Ministère du budget et celui des douanes et des impôts indirects. Un comité de haut niveau a été créé pour diriger le processus de réforme du budget

et se réunit régulièrement. Parallèlement, des efforts sont faits pour moderniser l'impôt sur le revenu, la législation relative à la taxe sur les ventes et aux droits de douane représentant en l'occurrence une base solide pour la nouvelle architecture de l'administration du budget de la nation.

26. Dans le domaine des dépenses publiques, un nouveau système de passation des marchés publics a été mis au point et sera opérationnel l'année prochaine. Les deux conseils des adjudications (grandes et petites) ont été remplacés par une structure plus permanente et plus professionnelle, les décisions de passation des marchés étant décentralisées. Dans le cadre de ces réformes, le recrutement du personnel de l'Administration gambienne des marchés publics (GPPA), organisme de surveillance nouvellement créé, s'est achevé. La législation en matière de passation des marchés a été élaborée et approuvée par l'Assemblée nationale et un nouveau code de la passation des marchés, un plan d'activité pour la GPPA et un projet de règlement concernant la passation des marchés publics ont aussi été élaborés. La GPPA devrait être entièrement constituée et opérationnelle dès le premier trimestre 2003.

27. L'obligation de réversion (en dalasis) sera désormais étendue aux dépôts en devises. La Banque centrale sera prête à utiliser d'autres instruments pour éviter tout nouvel épisode de déstabilisation financière.

28. Pour financer le déficit budgétaire, le gouvernement prévoit d'emprunter modérément auprès du système bancaire national et il utilisera les revenus de la privatisation, qui devraient représenter 0,35 pour cent du PIB, pour aider à réduire le montant de la dette intérieure à 27 pour cent du PIB.

29. Bien que d'autres dépenses extrabudgétaires aient été inévitables au cours de l'année, leurs effets ont été tempérés par de récentes mesures budgétaires strictes comme la mise en application du budget de trésorerie.

30. En mettant en œuvre son programme à moyen terme prévoyant des mécanismes de stabilisation par la coordination des politiques monétaire et budgétaire, le gouvernement a ramené le taux d'inflation de 13 pour cent à moins de 10 pour cent, comme prévu dans le cadre de la Zone monétaire ouest-africaine.

3) RÉSULTATS SECTORIELS

i) Pêche

31. Le secteur de la pêche offre d'énormes possibilités de contribuer pour une grande part au développement socioéconomique de la Gambie. Le pays dispose de ressources considérables de poissons de mer et de rivière, dont l'exploitation et l'utilisation rationnelles peuvent être profitables à la population et à l'État. Mettre pleinement à profit les potentialités de la pêche aidera considérablement le gouvernement dans ses efforts pour diversifier la base économique du pays qui, jusqu'à une époque très récente, était de nature essentiellement agricole. Cette pleine exploitation des possibilités de la pêche se traduira par une autosuffisance (et un surplus) pour ce qui est de la production de poissons, par des possibilités d'emploi bien rémunéré pour les nationaux, par un développement de l'infrastructure et par d'importantes rentrées fiscales.

32. Le secteur de la pêche est un des secteurs qui offrent des possibilités de rentabilité immédiate de l'investissement. Cependant, certaines contraintes liées à la complexité de nos ressources de poissons de mer et de rivière limitent les possibilités du secteur et sa contribution à l'économie nationale.

33. Le développement rapide du secteur doit donc s'appuyer sur un système de gestion bien conçu et fondé sur la recherche, qui prenne en compte les limitations biologiques de la ressource et l'urgente nécessité d'améliorer la productivité de l'investissement public et privé afin d'engendrer une croissance durable. Bien que les ressources de poissons soient renouvelables, elles peuvent être surexploitées et s'épuiser; elles sont liées en outre à des facteurs environnementaux.

34. En conséquence, le principe fondamental de notre système de gestion sera celui de la mise en œuvre de pratiques judicieuses et rationnelles compatibles avec une exploitation et une utilisation optimales des ressources de poissons. Les objectifs sectoriels à long terme comme une sécurité alimentaire accrue, de meilleures possibilités d'emploi, une capacité renforcée de percevoir des recettes publiques et des entrées supplémentaires de devises, n'en conservent pas moins toute leur pertinence. Les objectifs du secteur de la pêche sont les suivants:

- A. assurer une utilisation rationnelle à long terme des ressources de poissons de mer et de rivière;
- B. utiliser les poissons locaux pour améliorer la qualité de l'alimentation de la population;
- C. accroître la participation d'entrepreneurs privés gambiens à l'industrie de la pêche;
- D. en phase avec ce qui précède, augmenter les possibilités d'emploi et les recettes nettes en devises dans le secteur.

ii) Tourisme

35. L'Office gambien du tourisme a été créé pour appliquer toutes les stratégies de développement liées au secteur du tourisme. Son but est de stimuler la croissance économique et la création d'emplois, de fournir des incitations à protéger l'environnement et le patrimoine culturel et à promouvoir la paix, la prospérité et le respect des droits humains.

36. Les objectifs à court, moyen et long termes du secteur du tourisme, tels que définis par l'Office gambien du tourisme, sont énumérés ci-dessous.

a) Objectifs à court terme

- 1. Faire mieux comprendre au public l'importance du tourisme pour l'économie nationale.
- 2. Faire mieux connaître la Gambie en tant que destination touristique sur les marchés existants.

b) Objectifs à moyen terme

- 3. Sensibiliser les nouveaux marchés potentiels d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Est d'ici à 2004.
- 4. Réduire nettement le niveau de harcèlement par des "bumsters" (jeunes natifs qui suivent les touristes pour des gains financiers et matériels) d'ici à l'année 2004.

5. Faire prévaloir des normes élevées de qualité et assurer une pleine capacité hôtelière d'ici à 2004.

c) Objectifs à long terme

6. Améliorer l'ensemble des normes de qualité des services du secteur d'ici à 2005.
7. Renforcer encore et préserver l'image positive de l'Office du tourisme et de la Gambie en tant que destination touristique pendant les dix prochaines années.
8. Accroître de 20 pour cent par an le nombre d'arrivées de touristes à partir de 2003 et pendant les dix prochaines années.

37. Pour que la Gambie survive en tant que destination touristique et pour qu'elle attire davantage de visiteurs dans le contexte commercial turbulent et dynamique d'aujourd'hui, il faut qu'elle se tourne davantage vers le client.

38. La cible principale de l'Office gambien du tourisme est constituée par les touristes à fort potentiel de dépense, qui sont en général des jeunes optimistes, des personnes qui gravissent l'échelle sociale et disposent de revenus élevés et des personnes approchant ou ayant légèrement dépassé la soixantaine, proches de la retraite et ayant moins de personnes à charge et suffisamment d'argent à dépenser.

iii) Secteur financier

39. Le système financier de la Gambie fonctionne selon les principes économiques d'un marché libéralisé, régi par une législation bancaire propre à stimuler la concurrence, la croissance et la stabilité. Des combinaisons de stratégies servent à créer un environnement propice à la prolifération des investissements privés dans le secteur bancaire. Comme en témoigne l'histoire récente du système bancaire, le nombre des institutions et des succursales a fortement augmenté dans tout le pays.

40. Récemment aussi, des dispositions législatives contre le blanchiment d'argent ont été adoptées et la Banque centrale, en raison de la responsabilité qui lui incombe en matière de surveillance du secteur financier, devrait jouer un rôle important dans l'application de ces dispositions.

iv) Secteur des transports

Politique d'infrastructure routière

41. L'objectif principal de la politique d'infrastructure routière est de développer et d'entretenir le réseau routier de manière à accentuer le développement économique et social. La stratégie appliquée pour atteindre cet objectif comprend deux éléments – une stratégie d'entretien des routes, qui vise essentiellement le moyen terme et répond aux besoins d'entretien de l'infrastructure existante et une stratégie de développement routier, qui concerne le long terme.

42. Des problèmes liés à l'affectation des ressources et à des arrangements institutionnels déficients se sont traduits, au fil des années, par un financement insuffisant de l'entretien des routes. Pour régler ces problèmes, il est prévu de mettre en place une administration des autoroutes qui assurera efficacement le financement et la réalisation de l'entretien des routes en passant des contrats avec des sociétés privées. La stratégie de développement routier consiste à voir dans le réseau routier existant la base potentielle du développement des zones périphériques.

Politique du transport routier

43. La politique de transport routier du pays couvre les transports publics et privés de passagers et de marchandises par la route. Son principal objectif est d'améliorer la qualité du transport des passagers et des marchandises en créant des conditions favorables à l'investissement afin de stimuler les initiatives du secteur privé dans cette branche d'activité. La création du cadre réglementaire nécessaire pour assurer l'efficacité du système, ainsi que la sûreté et la sécurité, est conforme à cet objectif.

44. La stratégie à court ou moyen terme prévoit d'inventorier les possibilités et les contraintes de la branche d'activité en collaboration avec des entrepreneurs et des producteurs afin de faciliter plus concrètement le développement du secteur. Cela suppose l'élaboration d'un programme de travail visant à éliminer les contraintes et à faire fructifier les possibilités. À long terme, il est prévu de réformer les lois et règlements relatifs au transport et d'instituer le cadre réglementaire qui permettra d'assurer l'efficacité de fonctionnement. Il est aussi prévu de mettre un terme au développement incontrôlé en planifiant l'utilisation du sol afin de réduire les distances à parcourir et le coût des déplacements.

Politique du transport maritime et fluvial

45. L'aménagement du port de Banjul conformément au plan portuaire d'ensemble et au projet de point d'accès au commerce, l'encouragement du transport fluvial afin de mettre un terme à l'actuelle sous-utilisation du fleuve, la fourniture de services et de procédures portuaires efficaces et la protection en mer des vies et des biens sont les principaux objectifs poursuivis dans le sous-secteur du transport maritime et fluvial.

46. La stratégie employée pour atteindre les objectifs précisés ci-dessus comprend deux volets - le transport maritime et le transport fluvial. La stratégie de transport maritime est axée sur le renforcement de la position du port de Banjul en tant que porte d'entrée dans la sous-région, parallèlement à l'initiative de port franc. Une amélioration des services et de la qualité de l'ensemble de la chaîne de transport permettrait ainsi au port de rester compétitif.

47. La mise en place d'une administration des affaires maritimes devrait conforter ces initiatives. La stratégie de transport fluvial est axée sur le maintien des services de ferry existants, avec un contrôle régulier et une amélioration des prestations. La relance du transport fluvial est envisagée comme une initiative de lutte contre la pauvreté, avec la participation du secteur privé.

Politique du transport aérien

48. Les objectifs de la politique du transport aérien sont les suivants: développer l'aviation civile à l'appui du tourisme et du commerce, aménager l'aéroport international de Banjul en tant que principale porte d'entrée dans la sous-région, assurer la sûreté, la sécurité, la fiabilité et la rentabilité de la branche d'activité et encourager la participation du secteur privé. La stratégie employée pour atteindre ces objectifs comporte trois volets: circulation aérienne, sûreté et sécurité du transport aérien et opérations aéroportuaires.

v) Secteur forestier

49. Dans le secteur forestier, concerné par l'exploitation et la mise en valeur des ressources forestières, des stratégies à moyen et long termes ont été élaborées et font partie de la politique forestière nationale.

50. La nouvelle politique forestière de la Gambie a été conçue en fonction de l'objectif environnemental et socioéconomique du programme de développement durable du pays. Elle prend en compte les appels internationaux en faveur de la préservation des forêts, comme le Programme d'action pour la forêt tropicale, Action 21 et les principes forestiers de la Conférence des Nations Unies de 1992 sur l'environnement et le développement.

51. Cette politique a en outre été conçue pour tenir compte de l'action du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté et y contribuer en invitant le secteur privé et les collectivités locales à participer à la gestion et au développement d'un secteur forestier performant.

52. Les principaux objectifs de la politique forestière sont les suivants:

- a) Préserver, gérer et développer des ressources forestières qui couvrent au moins 30 pour cent de la superficie totale du pays et peuvent faire l'objet d'une protection environnementale passant par la plus grande réduction possible de la désertification et de l'érosion des sols, par une amélioration, une conservation et une préservation de la biodiversité, par une stabilisation des rives du fleuve et par une protection des zones marécageuses.
- b) Faire en sorte que 75 pour cent des terres boisées soient exploitées et protégées conformément aux principes de l'aménagement forestier, afin d'accroître la ressource.
- c) Faire en sorte que la population tant urbaine que rurale dispose d'un approvisionnement suffisant en produits forestiers, par la régénération des terres forestières et la réalisation de plantations et de petits peuplements forestiers à croissance rapide.

vi) Secteur manufacturier

53. Comme de nombreux autres pays du tiers monde, la Gambie a un secteur manufacturier précaire et peu développé dont la contribution au PIB est inférieure à 10 pour cent. En dépit des efforts entrepris par le gouvernement depuis les années 80 pour accélérer le développement industriel du pays, le secteur manufacturier reste en retard. Cependant, avec l'entrée en vigueur des accords de partenariat économique et de l'Accord de Cotonou, le gouvernement attend une modernisation de ce secteur.

54. Pour rattraper le retard, le gouvernement a préparé la mise en œuvre d'une politique industrielle nationale en 2001. Cette politique vise à créer un environnement dynamique et fonctionnel afin d'attirer les investissements nécessaires (étrangers et intérieurs) dans les secteurs productifs de l'économie. Les stratégies employées consistent notamment à encourager les investisseurs désireux d'avoir des activités dans des domaines tels que la transformation des produits agricoles, l'industrie manufacturière légère, l'assemblage, la métallurgie, l'emballage, etc., de manière à faire démarrer rapidement le développement du secteur manufacturier et à assurer la croissance économique dans ce secteur.

55. En tant que mesure à long terme, la politique vise une industrialisation axée d'une part sur l'exportation et d'autre part sur les ressources primaires, tout en encourageant une industrialisation de remplacement des importations. En effet, si l'industrie doit devenir un secteur dynamique permettant d'assurer une croissance à long terme, les exportations industrielles doivent être un élément essentiel de la politique industrielle.

56. La deuxième stratégie applicable au secteur consiste à développer les sources de capitaux et à stimuler l'esprit d'entreprise (étranger ou local) au service du développement industriel. Elle vise à encourager les coentreprises dans les secteurs prioritaires, à savoir la transformation des produits agricoles, l'emballage, l'assemblage, etc. Le gouvernement compte beaucoup sur l'appui offert par le secteur privé par l'intermédiaire de la Chambre de commerce et d'industrie gambienne.

vii) Secteur de l'énergie

57. La disponibilité d'un système fiable de fourniture d'énergie qui soit efficace, peu coûteux et respectueux de l'environnement est un des éléments fondamentaux et une des conditions préalables de tout développement socioéconomique digne de ce nom. C'est pour cette raison que la principale préoccupation du gouvernement gambien a été de trouver les moyens de faire face aux problèmes de l'énergie.

58. À cet égard, l'objectif général est de surmonter les obstacles actuels et d'assurer un approvisionnement énergétique fiable et suffisant, qu'il s'agisse d'énergie classique, d'énergie de transition ou d'énergie renouvelable, à des prix abordables.

59. La Gambie est presque entièrement tributaire de la biomasse (combustibles ligneux) et des produits pétroliers importés pour satisfaire ses besoins énergétiques. Cependant, du fait de l'appauvrissement rapide des réserves forestières (incendies de forêt, activité agricole, etc.), les options énergétiques sont très limitées. En outre, en raison du coût élevé des produits pétroliers importés, la Compagnie nationale de l'eau et de l'électricité (NAWEC) éprouve de grandes difficultés à régler des factures d'importation de pétrole de plus en plus lourdes, en particulier pour la production d'électricité.

60. Récemment, le problème s'est aggravé par suite d'une diminution des recettes en devises due à une baisse de la production d'arachides, à des résultats médiocres dans le secteur du tourisme et au niveau élevé du prix mondial du pétrole. Une forte pression s'est donc exercée sur le coût des devises en Gambie.

61. Les plans à long terme du gouvernement sont notamment les suivants: premièrement, remplacer les turbines thermiques par des turbines éoliennes et hydrauliques. Deuxièmement, la Gambie prévoit de s'associer aux projets ouest-africains de groupement énergétique et de gazoduc, coordonnés et mis en œuvre par la CEDEAO.

viii) Secteur agricole

62. Le développement de ce secteur fondamental appelle un examen critique et une définition des buts et objectifs réalisables à moyen et long termes. La transformation du secteur demandera en outre de la volonté politique, de la détermination et du dévouement. Dans l'immédiat, la stratégie du secteur de l'agriculture et des ressources naturelles consiste à accroître l'offre de produits agricoles. En fait, le secteur agricole a de nombreux problèmes qui sont, entre autres, le faible revenu des exploitants, la pauvreté rurale croissante et l'insécurité alimentaire des ménages, ainsi qu'un exode rural galopant et une rapide dégradation de l'environnement.

63. Dans ce contexte, le secteur joue un rôle très important en tant que source de croissance économique pour le pays, que ce soit à moyen ou à long terme. L'objectif consistant à remédier aux contraintes du côté de l'offre suppose la réalisation de certaines transformations structurelles pour assurer la dynamique nécessaire dans ce domaine. En vue de diversifier la base de production du secteur, une tentative a été faite pour remplacer les exportations de produits de base par des exportations de produits transformés et de produits agroalimentaires. Tous les objectifs visent à

accroître la production, à satisfaire la demande de produits exportés et à assurer la rentabilité de l'investissement par rapport à la production intérieure.

64. Les objectifs spécifiques à moyen terme du secteur sont donc, entre autres, les suivants:

- assurer l'autosuffisance et la sécurité alimentaire du pays en lançant des programmes de production vivrière durablement diversifiés, l'accent étant mis sur la production de céréales afin de freiner la croissance des importations de riz;
- accroître la production globale du secteur, spécialement en ce qui concerne les produits alimentaires de consommation intérieure et les produits d'exportation, afin d'assurer la sécurité alimentaire et d'améliorer la capacité de gain de devises, dans le but de financer d'autres aspects du processus de développement;
- créer des emplois et engendrer des revenus pour la majorité de la population rurale, qui est tributaire de la production du secteur primaire, en particulier les femmes, les jeunes et les associations de producteurs.

65. Le gouvernement s'attaquera aux problèmes qui concernent l'ensemble du secteur, comme l'accès limité au crédit et la faiblesse des moyens de crédit, l'insuffisance de l'approvisionnement en eau et de la disponibilité d'autres intrants essentiels (semences, produits agrochimiques) et les déficiences de l'infrastructure (moyens de transport et de commercialisation, équipement, installations d'irrigation et de transformation) en employant une stratégie de partenariat entre secteur public et secteur privé. Le secteur privé devrait jouer un rôle de premier plan dans la fourniture de capitaux d'investissement et dans la gestion d'entreprise, aidé par l'action catalytique du secteur public.

66. Les grands objectifs du secteur sont les suivants:

- i) Maîtrise de l'eau
- ii) Maintien de la fertilité des sols
- iii) Recherche/développement
- iv) Finances rurales/microfinancement

67. Compte tenu du rôle catalytique du secteur public, le gouvernement emploiera les stratégies d'investissement ci-après dans le secteur. À cet égard, il a un rôle important à jouer dans la création d'un environnement propice au renforcement de la participation du secteur privé dans ce domaine d'activité.

II. L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

68. La Gambie applique un régime commercial libéral depuis le lancement du Programme de redressement économique en 1985/86 et, surtout, depuis son accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en octobre 1996. Cette accession a eu pour conséquence une réduction progressive des droits de douane et une élimination complète des licences et contingents d'exportation.

69. Actuellement, la Gambie applique un taux de droit maximal de 18 pour cent et un taux minimal de zéro pour cent. Ces mesures procèdent d'une stratégie essentielle visant à assurer la disponibilité de l'offre de biens et de services sur le marché à des prix compétitifs. En conséquence, les prix des marchandises importées sont relativement plus bas en Gambie que dans les pays voisins de la sous-région ouest-africaine. Cela a contribué au développement du secteur de la réexportation, principalement vers des pays comme le Mali, la Guinée Conakry, la Mauritanie et la Guinée-Bissau via le Sénégal.

70. Grâce à son régime commercial libéral, la Gambie a établi et consolidé au fil des années des liens commerciaux avec l'Union européenne (principal partenaire commercial), les États-Unis, les pays asiatiques et la sous-région de la CEDEAO. Avec le lancement imminent, le 6 octobre 2003, de la deuxième série de négociations entre l'UE et la sous-région de la CEDEAO au sujet des nouveaux accords de partenariat économique, la Gambie entend faire de la mise en œuvre de ces accords une stratégie de renforcement de ses liens commerciaux avec l'UE.

71. Grâce à ce partenariat, la Gambie devrait pouvoir obtenir une assistance technique accrue afin de satisfaire ses besoins de renforcement des capacités et de régler les problèmes qu'elle rencontre sur le plan de l'offre, qui l'empêchent d'élargir sa base d'exportation vers le marché de l'UE. Outre les accords de partenariat économique, la Gambie s'efforce de tirer pleinement parti des mesures de partenariat proposées par l'UE aux PMA pour accroître la part de marché des produits de ces pays sur le marché européen.

72. Dans ce même contexte, la Gambie a été admise le 1^{er} janvier 2003 au bénéfice de la Loi des États-Unis sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique. Pour ce qui est des exportations vers les États-Unis, l'accent est plus particulièrement mis sur la pêche et l'horticulture en tant qu'objectifs à court ou moyen terme. À cette fin, les efforts pour développer ces secteurs afin de satisfaire aux normes et aux critères de qualité du marché visé restent une priorité pour le gouvernement.

73. Pour tirer tout le profit qu'elle attend de ces arrangements commerciaux préférentiels avec l'Union européenne et les États-Unis, la Gambie a l'intention, par la mise en œuvre du projet de point d'accès au commerce, de transformer l'économie du pays en adoptant une stratégie axée sur l'exportation.

74. Ainsi, le gouvernement a décidé de privilégier une stratégie visant à attirer des segments d'activité créateurs de valeur ajoutée dans les secteurs de l'industrie manufacturière légère, de la pêche et de l'horticulture. La mise en œuvre de cette stratégie vise à relier l'économie de la Gambie aux possibilités du marché mondial et à faire profiter le pays de retombées sur le plan des devises, des revenus et de l'emploi.

III. ACCORDS COMMERCIAUX MULTILATÉRAUX, RÉGIONAUX ET BILATÉRAUX

1) LA GAMBIE ET L'OMC

75. La Gambie est devenue Membre de l'OMC le 23 octobre 1996, soit un peu plus d'un an après la création de cette organisation, le 1^{er} janvier 1995. Depuis son accession à l'OMC, la Gambie, en raison de contraintes budgétaires, n'a toujours pas de mission permanente à Genève et elle est donc représentée au Conseil général par son ambassadeur à Bruxelles.

76. La Gambie s'en remet entièrement à l'OMC, en tant qu'organisation commerciale internationale viable, pour promouvoir à l'échelle mondiale, par voie de négociation, un système commercial transparent et fondé sur des règles. Elle applique les mesures de libéralisation du commerce et a progressivement réduit ses taux de droits qui, au maximum, s'élèvent à 18 pour cent, taux parmi les plus bas de la sous-région. Elle participe à la Conférence ministérielle de l'OMC et partage la position de la plupart des pays en développement au sujet de la nécessité de concentrer les négociations de l'OMC sur les questions de mise en œuvre liées à l'accès aux marchés, à la réduction du soutien interne accordé aux agriculteurs des États-Unis et à la réforme de la politique agricole commune de l'Union européenne.

77. Actuellement la Gambie reçoit une assistance technique du Secrétariat de l'OMC, qui consiste principalement en une formation dispensée à ses fonctionnaires dans le cadre de cours de politique commerciale et de séminaires consacrés aux Accords de l'OMC.

2) ACCORD DE COTONOU

78. La Gambie est signataire de l'Accord de Cotonou, signé par les ministres du commerce et des finances des pays ACP et leurs homologues de l'Union européenne et portant sur de nouveaux accords de partenariat ACP-UE, qui a pour objectif "l'intégration des pays ACP dans l'économie mondiale" par le biais d'accords appelés accords de partenariat économique. La Gambie est résolue à participer à ce processus par l'intermédiaire du groupement régional de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

79. À l'heure actuelle, la Gambie est en voie d'obtenir des fonds auprès de l'Union européenne afin de réaliser des études nationales sur les conséquences des accords de partenariat économique sur son économie en général, l'accent étant mis en particulier sur les conséquences budgétaires. De même, elle est sur le point d'obtenir des fonds à des fins de renforcement des capacités dans le secteur public, le secteur privé et la société civile en ce qui concerne les accords de partenariat économique. Dans le même temps, la Gambie entend participer aux négociations entre la CEDEAO et l'Union européenne au sujet desdits accords.

3) LOI DES ÉTATS-UNIS SUR LA CROISSANCE ET LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE (AGOA)

80. La Gambie a été admise au bénéfice de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique le 1^{er} janvier 2003. Depuis, un comité national pour la mise en œuvre de l'AGOA a été établi sous les auspices du Ministère du commerce, de l'industrie et de l'emploi. La Gambie est fermement résolue à étudier les avantages qu'elle peut retirer de cette loi. Néanmoins, la priorité actuelle consiste à mettre au point des produits de la pêche et de l'horticulture qui puissent être commercialisés sur le marché des États-Unis. La Gambie n'a pas encore obtenu de licence d'exportation de textiles au titre de l'AGOA. Cependant, des efforts sont faits pour obtenir cette licence dès l'année prochaine. L'antenne de l'AGOA est située dans les locaux de la Chambre de commerce et d'industrie gambienne. La Gambie a bénéficié jusqu'à présent d'une formation dispensée par les douanes des États-Unis au sujet des procédures d'exportation de marchandises aux États-Unis au titre de l'AGOA.

4) CEDEAO

81. La Gambie est membre de la CEDEAO depuis la création de la Communauté le 28 mai 1975. Elle s'est engagée à appliquer les protocoles de la CEDEAO, notamment en ce qui concerne la libre circulation des personnes et des biens. Elle a ratifié presque tous les protocoles, à l'exception de ceux qui concernent l'extradition et la valeur ajoutée. Cependant, comme pour de nombreux autres États membres, la mise en œuvre du Programme de libéralisation des échanges de la CEDEAO est lente et limitée. Le volume des échanges internes à la CEDEAO en a gravement souffert.

5) ACCORDS BILATÉRAUX

82. La Gambie a signé près de 12 accords bilatéraux de commerce et d'investissement avec différents pays. Elle a signé des accords commerciaux avec la Tunisie, la Mauritanie, la Guinée, Cuba et le Sénégal. Des accords d'investissement ont été signés avec l'État du Qatar, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Pays-Bas, la Guinée, la Mauritanie et l'Ukraine.
